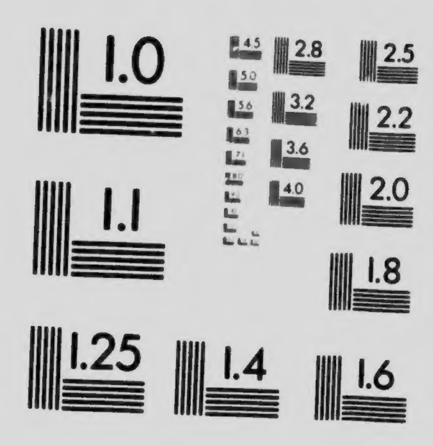
MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

ELECTIONS PROVINCIALES
DE 1904

1897-1904

SEPT ANS DE RESTAURATION FINANCIERE
ET DE
FRUCTUEUSE ADMINISTRATION LIBERALE

Les surplus remplacent les déficits

LA DETTE DIMINUE

QUÉBEC

1904



LE REGNE DE LA PROSPERITE

A Québec, ainsi qu'il en est ailleurs où l'administration est entre les mains des libéraux, les affaires marchent à merveille, tout progresse et la prospérité se voit partout. Les surplus ont succédé aux déficits coutumiers du régime conservateur, le gouvernement a de l'argent pour payer toutes ses dépenses et accumuler des surplus qui augmentent constamment, la dette publique diminue, au lieu d'augmenter, comme sous les conservateurs, et l'augmentation du revenu régulier permet au gouvernement d'augmenter les crédits pour l'instruction publique, l'agriculture, la colonisation, enfin toutes les dépenses dont les citoyens bénéficient le plus directement.

Pour apprécier dans tout son mérite l'œuvre de réforme et de restauration financière accomplie depuis 1897 par les administrations libérales du regretté M. Marchand et de l'hon. M. Parent, constatons d'abord les proportions de l'abîme dans lequel les castors et les conservateurs nous avaient plongés en moins de six ans.

I

LES PROMESSES DES CONSERVATEURS

Le gouvernement DeBoucherville fut formé le 21 décembre 1891 et quatre jours plus tard il tenait une grande assemblée à Montréal pour exposer son programme au public. A cette assemblée l'hon. T. C. Casgrain, l'un des ministres, fit au nom du gouvernement la promesse suivante :

"Nous parviendrons à rétablir l'équilibre dans les finances, et pour cela NOUS N'IMPOSERONS PAS AU PEUPLE DE NOUVEAUX FARDEAUX." (*Courrier du Canada*, 23 décembre 1891.)

Dans une autre assemblée tenue à Montréal l'hon. M. Taillon, un autre ministre dans le gouvernement De Boucherville, faisait au nom du gouvernement la déclaration suivante :

" On nous conseille d'habituer le public à la taxe directe, mais nous avons répondu que NOUS NE VOULONS PAS IMPOSER DE FARDEAU NOUVEAU AUX CONTRIBUABLES DE CETTE PROVINCE " (*Courrier du Canada*, mars 1892).

Au cours de son exposé budgétaire de 1892 l'hon. M. Hall, trésorier du gouvernement De Boucherville, disait à l'assemblée législative :

" Sans doute nos promesses se résument à l'établissement d'une administration honnête, économe et patriotique, au rétablissement de notre crédit et à la condamnation absolue, sans réserve, de la corruption et de l'extravagance."

Dans le même discours M. Hall disait encore :

" Je ne puis approuver le classement des dépenses en dépenses ordinaires et en dépenses spéciales. Ces dernières sont absurdes et dangereuses et quel que soit le classement, le public comprend que nous devons avoir les fonds pour faire face à ce que nous devons ou que nous promettons de payer. Si notre revenu ordinaire est insuffisant et que nous soyons obligés d'emprunter, nous devons non seulement rembourser, mais payer des intérêts. TOUTES CES SOMMES DOIVENT PROVENIR DE NOS RESSOURCES, DE NOTRE REVENU."

Comme l'a constaté l'hon. M. Duffy (discours sur le budget, 21 février 1900, p. 4), les ministres conservateurs promettaient particulièrement :

1. De ne pas augmenter la dette ;
2. De mettre fin à l'ère des déficits ;
3. De proportionner les dépenses aux recettes.

C'est grâce à ces déclarations que le peuple se prononça en faveur du gouvernement qui lui faisait de si belles promesses.

VIOLATION DE CES PROMESSES

Toutes ces belles promesses ont été violées, ignominieusement violées par les conservateurs, qui ont fait absolument le contraire de ce qu'ils avaient promis de faire.

AUGMENTATION DE LA DETTE

En référant à la page 20 des Comptes Publics, on constate que le 30 juin 1891 la dette se décomposait comme suit :

Dette fondée		
Montant à racheter..........	$21,383,453.33	
Moins le fonds d'amortissement accumulé............	9,994,000.00	
Dette nette.........		$ 11,389,453.33
Dette flottante		
Emprunts temporaires.....	$ 2,223,333.83	
Fidéicommis.................	262,252,47	
Dépôts de garanties des compagnies de chemins de fer, à rembourser......	1,973,108.57	4,458,694.87
Dette totale.		$15,848,147 70

Après cinq ans d'administration conservatrice, le 30 juin [illegible]7, la dette accusait les chiffres suivants :

Dette fondée		
Montant à racheter..........	$34,196,654.08	
Moins fonds d'amortissement accumulé...........	9,994,000 00	
Dette nette...............		24,202,654 08
Dette flottante		
Emprunts temporaires......	700,000.00	
Fidéicommis...................	312,039.47	
Dépôts de garanties des compagnies de chemins de fer, à rembourser.......	370,174.35	1,357,215.82
Dette totale................		$25,559,867.90

C'est donc, d'après ces chiffres que n'importe qui peut vérifier dans les comptes publics, une augmentation de $9.711.720.20.

Et les conservateurs avaient promis de ne pas augmenter la dette.........

LES DÉFICITS

A la page 58, tableau A, de l'exposé budgétaire de l'honorable M. Atwater, trésorier dans le gouvernement Flynn—fait le 9 décembre 1896,—il est constaté que le déficit dans les opérations ordinaires a été de $24,828.00 en 1893, de $230,202.28 en 1894, de $162,661 66 en 1895, de $55,673.01 en 1896. Pour 1892 l'honorable M. Hall, trésorier dans le gouvernement De Boucherville, a constaté un déficit de $1,511,580 88 et l'honorable M. Marchand a clairement établi que pour l'année 1897, la dernière du régime conservateur, alors que M. Flynn était premier ministre, le déficit a été de $984,043.01. Avec ces données, on forme le tableau suivant des opérations ordinaires sous le régime conservateur :

	Recettes	*Paiements*	*Déficits*
1891-92	$3,494,117 60	$5,005,698.48	$1.511,580 88
1892-93	4.467,278 21	4,492,106 21	24,828 00
1893-94	,320,427.22	4,550,629.50	230,202.28
1894-95	4,343,871 65	4,506,63 .31	162,661.66
1895-96	4,359,594.91	4.415,208.52	55,673 61
1896-97	3,923,238.70	4,907,281.71	984,043.01
	Total des déficits...............		$2.068.989.44

C'est ainsi que les castors et les conservateurs qui nous ont gouvernés du 22 décembre 1891 au 26 mai 1897 ont tenu leur promesse de mettre fin aux déficits.

EXTRAVAGANCE DANS LA DÉPENSE

La promesse de proportionner la dépense au revenu a été aussi audacieusement violée. Sous ce rapport, c'est M. Flynn qui tient le record, puisque pour l'année 1897, durant laquelle il était premier ministre, la dépense a excédé le revenu de plus de 25 pour 100.

LES TAXES

C'est dans l'imposition de nouveaux impôts que ces gouvernements de " taxeux " et d'emprunteurs ont le plus cyniquement violé les promesses rapportées plus haut. A peine ces sinistres farceurs étaient-ils installés au pouvoir qu'ils imposaient les taxes suivantes :

1. Sur les mutations de propriétés ;
2. Sur les hommes de profession et les employés publics ;
3. Sur les licences de manufacture et de commerce ;
4. Sur les successions.

Au moyen de ces quatre taxes, les conservateurs ont arraché aux contribuables, en bel argent sonnant, $2,088,661.76 en cinq ans, ou une moyenne de $417,732.33 par année. Dans ce total, il y a $985,844.34 pour la taxe sur les mutations de propriétés, $635,969.73 pour la taxe sur les successions, $397,437.71 pour la taxe sur les licences de manufacture et de commerce, $69,409.98 pour la taxe sur les hommes de professions.

Voilà la manière dont ces braves conservateurs ont accompli leur promesse de ne pas imposer au peuple de nouveaux fardeaux.

LES EMPRUNTS

Avec le surcroît de revenu provenant de ces nouvelles taxes, on est naturellement porté à croire que les gouvernements issus du coup d'Etat de M. Angers n'ont pas emprunté un seul sou. Or, c'est le contraire qui est vrai : les comptes publics font voir que le règne à jamais néfaste des taxeux n'a été qu'une débauche continuelle d'emprunts. Après avoir englouti les $3,707,530 provenant de l'emprunt de Paris du 15 juillet 1891, ils ont contracté cinq autres emprunts permanents, ou à compte de la dette fondée, dont les émissions forment un total de $16,823,960.74. Voici la date de l'émission de ces emprunts, le montant et le produit de chacune de ces émissions :

Date		*Montant de l'émission*	*Produit*
15 juillet	1893, 4 %	$ 3,860,000 00	$ 3,707,530 00
1er mars	1894, 4 %	2,920,000 00	2,744,800 00
30 décembre	1894, 3 %	5,332,976 00	4,106,391 52
14 avril	1897, 3%	1,360,000 00	1,224,000 00
17 avril	1897, 3%	3,350,984 74	3,015,853 86
		$16,823,960 74	$14,798,575 38
Perte sur ces cinq emprunts.........			$ 2,025,385 36

C'est presque exactement le montant produit par les fameuses taxes et l'on dirait que ces gens-là ne taxaient qu'à la seule fin de combler l'écart entre le montant et le produit de leurs emprunts.

Toujours est-il que cette ruineuse besogne des emprunts permanents marchait au pas rapide de $3,364,792.15 par année, en moyenne.

Il y avait en sus les emprunts temporaires aux banques, qui marchaient d'un pas encore plus allègre. C'est à peine croyable et pourtant les comptes publics sont là pour le prouver, durant les mêmes cinq ans les conservateurs ont fait dix-sept de ces emprunts temporaires, s'élevant à $5,110,000.00. En voici l'énumération, exercice par exercice.

Exercice 1891-92

A la banque de Montréal, 4½ %..................	$ 950,000 00
A la Caisse d'Economie, Québec, 4½ %.......	150,000 00
A la Caisse d'Econonie du district et de la cité de Montréal, 4½ %..........................	300,000 00
A la Caisse d'Economie du district et de la cité de Montréal, 5 %..........................	100,000 00
4 emprunts....................................	$1,500,000 00

Exercice 1892-93

A la banque de Montréal 5%	$400,000 00
" " des Marchands, 5%	250,000 00
" " de Québec, 5%	100,000 00
" " Molson 5%	100,000 00
" " l'Amérique Britannique 5%	100,000 00
A la Caisse d'Economie, Québec. 5%	300,000 00
A la Caisse d'Economie de la cité, Montréal, 5%	400,000 00
7 emprunts	$1,650,000 00

Exercice 1893-94

A la Caisse d'Economie, Québec, 5½ %	$ 100,000 00
A la Caisse d'Economie de la cité, Montréal, 5½ %	250,000 00
Au Crédit-Foncier, Montréal, 5½ %	150,000 00
3 Emprunts	$ 500,000 00

Exercice 1894-95

A la Liverpool London & Globe Insurance Company, Londres, 3¾ %	$ 182,500 00
A la British Linen Company Bank, Londres, 3⅝ %	365,000 00
A Coates, Son & Co., Londres, 3¾ %	912,500 00
3 emprunts	$ 1,460,000 00

La totalité des ces dix-sept emprunts s'élève à $5,110,000.00.

N'avons-nous pas raison de dire que c'était une véritable débauche d'emprunts? Les ministres passaient une moitié de leur temps à emprunter et l'autre à taxer.

AUTRES OBLIGATIONS CONTRACTÉES

Probablement pour se ménager le plaisir d'emprunter encore et de ne pas rompre avec la coutume, sur la fin de

leur règne les conservateurs contractèrent envers les compagnies de chemins de fer des engagements qui ajoutèrent plus de trois millions au passif de la province.

Nous voulons parler du rachat en argent des subventions en terres.

Les compagnies de chemins de fer qui avaient obtenu des subventions en terres avaient l'option de convertir ces subventions en argent, au prix de 70 centins l'acre, dont 35 centins payables lors de la conversion et les autres 35 centins à même le produit de la vente des terres données en subventions, à mesure que ces terres se vendraient et seraient payées. M. Flynn, par le statut 49-50 Victoria, chap. 76, a fait autoriser son gouvernement à payer de suite en argent, à raison de 17½ l'acre, la balance, ou la dernière moitié de toutes ces subventions en terres et fait passer un ordre en conseil donnant aux compagnies le droit de réclamer de suite le paiement de cette balance.

Que représentait cette nouvelle obligation ?

Dans son discours sur le budjet, prononcé le 9 décembre 1896, l'hon. M. Atwater, trésorier dans le gouvernement Flynn (voir p 29) estimait à 9,251,468 acres les terres au sujet desquelles les compagnies avaient opté pour une conversion en argent et à 165,000 acres les subventions au sujet desquelles il n'y avait pas encore option, mais susceptibles d'être converties en argent. C'était donc un total de 9,416,468 acres. A 17½ centins l'acre, cette conversion représentait le paiement en argent d'une somme de $1,647,881.90, immédiatement exigible. Il fallait bien emprunter encore, puisque le gouvernement n'avait pas le sou pour acquitter ces nombreuses obligaions et ne vivait que de ripe et de râpe

AUGMENTATION DANS LE SERVICE DE LA DETTE

Il appert des Comptes Publics que pour l'exercice finissant le 30 juin 1891, la dernière année de l'administration Mercier, le service de la dette publique, intérêts, fonds d'amortissement, etc., a coûté $1,271,506.33. Pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, la dernière année du régime conservateur, il a été payé pour ce même service $1,550,874.16, ce qui fait une augmentation de $279,367.83.

ABOLITION DE TAXES DIMINUANT LE REVENU

La taxe directe sur les professions, la taxe directe sur les mutations de propriété, la taxe directe sur les licences de commerce et de manufactures, ont rapporté sous le régime conservateur, qui avait imposé ces taxes, un total de $1,343,182.16, ou en moyenne $268,636.43 par année. Pour apaiser les cris de réprobation qui s'élevaient de toutes parts contre ces taxes et se préparer meilleure contenance aux élections de 1897, M. Flynn fit passer durant la session de 1896 une loi abolissant ces taxes et diminuant le revenu d'autant, au moment même où ce revenu était de près d'un million au-dessous du chiffre de la dépense.

RÉDUCTION DANS LE REVENU DES PLACEMENTS

Sur le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il est dû une balance de $7,000,000, payable par la compagnie du Pacifique Canadien, qui a fait l'acquisition de ce chemin. Cette balance forme partie du fonds d'amortissement de la dette publique et portait intérêt à 5 par cent. A ce taux, l'intérêt payé par la compagnie donnait un revenu de $350,000 par année. Le 7 février 1895, le gouvernement Taillon réduisit le taux de l'intérêt à 4½ pour 100, ce qui diminua de $35,000 par année le revenu provenant de cette source.

RÉSUMÉ DE CE GACHIS ADMINISTRATIF

Dans un discours prononcé à l'assemblée législative le 2 février 1900, l'honorable M. Duffy a résumé ainsi ce gachis administratif :

" Au lieu donc d'avoir rempli leurs belles promesses, les conservateurs durant les cinq années qu'ils ont été au pouvoir ont donné les résultats suivants :

1. Augmentation de la dette nette.........	$8,869,081	10
2. Augmentation de la dette consolidée...	9,021,334	07
3. Déficit annuel, en moyenne.............	291,481	71
4. Déficit pour les cinq ans	1,457,408	56
5. Moyenne par année de nouvelles taxes	452,390	51

6. Total des nouvelles taxes pour les cinq ans, 1892-1897	2,262,452 56
7. Total des déficits et des taxes nouvelles pour les cinq ans	8,710,861 11
8. Augmentation du service annuel des intérêts	123,082 55

"Je ne cite ces faits que pour montrer la véritable situation des affaires de la province lors de la chute du gouvernement qui nous a précédés. Je ne dis pas que les honorables messieurs de l'opposition n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient, mais j'affirme que s'ils se sont sincèrement dévoués aux intérêts publics, le succès n'a pas couronné leurs efforts."

LA SITUATION DE LA PROVINCE A L'ARRIVÉE DES LIBÉRAUX

Ainsi qu'on peut en juger par ce qui précède, lorsque le gouvernement Marchand prit en mains l'administration des affaires, la situation de la province frisait presque la banqueroute. Le revenu, augmenté pourtant par l'imposition de taxes exorbitantes, ne suffisait plus à couvrir les dépenses ; les déficits augmentaient d'année en année et comme il fallait recourir aux emprunts pour couvrir l'écart entre le revenu et la dépense, la dette publique montait dans la même proportion. La pénurie du trésor empêchait d'augmenter les octrois pour l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation, les trois grands facteurs du progrès et du développement de notre province.

II

LE PROGRAMME DES LIBÉRAUX

Les libéraux firent la campagne électorale de 1897 en promettant au peuple—

1. De restaurer les finances de la province ;
2. De mettre fin aux déficits ;
3. De ne pas augmenter la dette sans avoir un revenu suffisant pour faire face à de nouvelles obligations ;

4. D'augmenter les octrois pour l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation, particulièrement ceux pour l'instruction publique.

Les documents publics sont là pour attester que ce programme a été suivi à la lettre et que, contrairement à ce qu'avaient fait les conservateurs, les libéraux ont consciencieusement et honorablement tenu la parole donnée à l'électorat.

1.—RESTAURATION DES FINANCES

Elle est mise hors de conteste par le fait que depuis le 30 juin 1897, date à compter de laquelle les libéraux sont responsables de l'administration des affaires, il n'a pas été contracté un sou d'emprunt, ni permanent ni temporaire. Chaque année les recettes ont suffi à payer les dépenses et même à mettre de côté des surplus respectables. Au lieu, comme leurs prédécesseurs, d'être obligés de courir à droite et à gauche, au Canada et en Europe, aux banques et aux caisses d'économie, pour emprunter l'argent nécessaire au paiement des dépenses courantes, les gouvernements Marchand et Parent ont su trouver dans le revenu ordinaire et régulier de la province les moyens de faire face à tout, à nos propres dépens et sans imposer aucunes taxes. Grâce aux efforts ainsi qu'à la sage administration des libéraux, notre position financière est restaurée, établie sur des bases solides, et la province de Québec figure prrmi les pays en progrès dont le bilan se solde chaque année par un excédant de recettes sur les dépenses.

2.—PLUS DE DÉFICITS—DES SURPLUS

L'état marqué A, dans les exposés budgétaires de l'hon, M. Marchand, du 7 février 1899, et de l'hon. M. McCorkill, du 19 avril 1904, donne comme suit les recettes et les dépenses pour les six années de l'administration libérale:

ANNÉES.	DEPENSES.	RECETTES.	DIFFERENCE.
1897-98 ...	$4,236,015.14	$4.449.045 48	$213,030 34
1898-99 ...	4.249.589.99	4 234,410.81	15.179.18
1899-00 ...	4,502,554.83	4.465.833.24	36.612.59
1900-01	4,745.190.47	4,561.656 73	183,533.74
1901-02	4,601,029.81	4.573.770.66	27.259 15
1902-03 ...	4,746,357.98	4,702,629.88	43.728.10
	$27,080,629.22	$26.987 . 46 80	
	26,987,346.80		
Surplus	$ 93,282.45		

COMPARAISON INTÉRESSANTE

Le bilan des six années d'administration des conservateurs s'établit comme suit :

Paiements...........................	$27,048,653 10
Revenu..................................	24,831,509 51
Deficits................................	$ 2.217.149.59

Comme on le voit, ce n'est pas aussi satisfaisant que le résultat des six années d'administration liberale !

PAS D'AUGMENTATION DE LA DETTE

Les libéraux se sont engagés à ne pas augmenter la dette et ils ont tenu parole pour cela comme pour le reste. Il y a plus, non seulement ils n'ont pas augmenté la dette, mais encore ils l'ont diminuée.

PAS UN SEUL EMPRUNT

Les libéraux sont responsables de l'administration des affaires de la province à compter du 30 juin 1897. Or depuis cette date, IL N'A PAS ÉTÉ CONTRACTÉ UN SEUL EMPRUNT, NI PERMANENT NI MÊME TEMPORAIRE.

Quel contraste avec les conservateurs, qui enfantaient les emprunts presque à la demi-douzaine chaque année et à l'instar des négociants en déconfiture, couraient toutes

les banques pour avoir de l'argent, même les banques publiques et privées en Angleterre, quand celles du Canada ne voulaient pas leur prêter.

LA DETTE EN 1897

Le 30 juin 1897 la dette de la province, telle qu'établie par les comptes publics, était de $25,559,867.90, dont $24,202,654.08 pour la dette fondée et $1,357,213.82 pour la dette flottante. (Voir p. 16 des comptes publics, 1897.)

Le 30 juin 1903, la dette de la province était de $25,800,094.34, dont $24,731,109.39 pour la dette fondée et $1,068,984.95 pour la dette flottante (Voir p. 16 des Comptes publics 1903).

Ces chiffres accusent une DIMINUTION de $288,228.87 DE LA DETTE FLOTTANTE et une augmentation de $528,355.31 de la dette fondée.

Cette augmentation *apparente* provient de la conversion de la dette, opérée en vertu du statut 60 Vict., chap. 2, passé sous le gouvernement conservateur et d'un contrat avec la banque de Montréal, approuvé par un ordre en conseil du 17 avril 1897, aussi passé par le gouvernement conservateur de M. Flynn.

LA CONVERSION DE LA DETTE

Les conservateurs, ou plutôt M Flynn a entrepris cette conversion sous prétexte de diminuer le taux de l'intérêt de la dette fondée. Cette opération consiste à racheter les obligations portant 4 ou 5 % d'intérêt, pour les remplacer par d'autres portant 3 %. Tout cela serait bien beau si les vieilles obligations pouvaient se racheter au pair [et si les nouvelles pouvaient être émises aussi au pair ; mais, comme les vieux titres font prime, les détenteurs ne les vendent qu'à prime, ou quatre ou cinq piastres par cent piastres de plus que leur valeur nominale : d'un autre côté, les nouveaux titres 3 % ne sont pris qu'à un escompte de 5 %, ce qui fait que de chaque $100 de ces nouveaux titres, la province ne retire que $95 00. En sus, il faut payer les frais de courtage et de timbre, ce qui ajoute encore à la perte.

Les résultats de la conversion

Jusqu'au 30 juin 1903, il a été converti pour $7 492,-534.65 d'obligations de l'ancienne dette, qui ont été remplacées par $9.236,061.48 de nouvelles obligations 3 %. Cette conversion a donc augmenté de $1,743,526.83 le capital de la dette. Les autres résultats de cette conversion ont ainsi exposés à la page 83 du discours sur le budget prononcé par l'hon. M. McCorkill le 1[illegible] avril 1904 :

L'intérêt annuel sur les $7,492,-534.65 d'obligations converties était de		335,728 [illegible]
L'intérêt annuel sur les $9,28[illegible],-061.48 d'obligations inscrites est de.....................	$ 277,081.80	
Le fonds d'amortissement annuel requis pour le rachat de l'augmentation de $1,743,-526.83 sur le capital de la dette au 1er avril 1937 est de.	23,192 28	$300,274 08
L'économie annuelle réalisée par la conversion jusqu'à la date où les obligations originaires arriveront à maturité..		35,454 82
Contre cette économie annuelle il faut porter les droits de timbres sur les $9,236,061.48, s'élevant à......		57,881 21

Comme résultat pratique cette conversion opérée en vertu d'un statut et d'un contrat passés par le gouvernement de M. Flynn a ajouté $1,743,526.83 au capital de la dette fondée et $22,426.36 au coût du service de cette dette.

Montant de la dette sans la conversion

Sans cette conversion, le capital de la dette fondée n'aurait pas été augmenté des $1,743,526.63 que nous avons mentionnés plus haut et ce capital n'aurait été que de $23,097,583.56, ainsi qu'il suit :

Capital, tel qu'augmenté par la conversion	$24,731,109 39
Moins la somme ajoutée par la conversion	1 745,020 84
Capital de la dette, déduction faite de la conversion..	$23,097,583 56
Le 30 juin 1897, lors de l'avènement des libéraux au pouvoir, le capital de la dette nette était de...........................	$2[illegible],654 08
Le 30 juin 1903, après six années d'administration libérale et déduction faite de l'addition provenant de la conversion opérée en vertu de la loi et du contrat du gouvernement Flynn, le capital de la dette nette était de..	23,097,582 56
Ce qui établit une diminution de...........	$ 1,105,070 52

N'importe qui peut vérifier l'exactitude de ce résultat, appuyé sur des chiffres tirés des documents officiels.

Enfin, l'administration de l'hon. M. Parent, non plus que celle de l'hon. M. Marchant, ne peuvent avoir augmenté la dette fondée, puisque ni l'une ni l'autre n'ont contracté un seul emprunt.

Rachat de la vieille dette

Il y a mieux que cela: non seulement ces deux administrations n'ont pas emprunté, n'ont pas ajouté un sou à la dette consolidée, mais encore elles ont payé $589 419 50 pour éteindre autant sur les vieilles dettes contractées par les conservateurs. Ces administrations ont racheté $456,784.73 de l'emprunt contracté par M. Chapleau à Paris, en 1880, et versé $132,634.77 au fonds d'amortissement pour éteindre d'autres dettes contractées par les conservateurs. Voici les détails, année par année:

	Dette de 1880 rachetée	*Versé au fonds d'amortissement*
1898............	$ 87,307 99	$ 10,677 78
1899............	70,274 07	21,070 17
1900............	67,549 33	23,898 43
1901............	74,946 67	24,807 49
1902............	71,849 34	25,689 08
1903............	8[illegible],857 33	26,491 81
	$456,784 73	$132,634 77

Contrairement à ce qui se pratiquait sous les conservateurs, qui empruntaient pour faire joindre les deux bouts et contractaient une dette pour en éteindre une autre, tout cela a été payé à même le revenu ordinaire, sans emprunter ni taxer.

Diminution de la dette flottante

Le 30 juin 1897 (Voir p. 16 des comptes publics) la dette flottante s'élevait à $1,357,213.82 ; le 30 juin 1903, elle s'élevait $1,068,984.95, ce qui fait une diminution de $288,228.87.

Diminution totale de la dette

Ces diminutions de la dette, telle qu'établie par les documents officiels, se résument comme suit :

Diminution de la dette fondée..........	$ 1,105,070.52
" " flottante........	288,228.87
Diminution totale...............	$ 1,393,299.39

Comme on le voit, non contents de tenir à la lettre la promesse qu'ils avaient faite au peuple de ne pas augmenter la dette, les libéraux l'ont même diminuée de près d'un million et demi.

Diminution du passif

Le 30 juin 1897 (Voir pp. 16 et 41 des comptes publics) il était dû $370,174.35 sur les dépôts de garantie de

compagnies de chemin de fer et $652,472.29 sur les subventions à ces mêmes compagnies. En consultant les comptes publics pour 1903, aux pages 16 et 45, l'on constate que les dépôts de garantie ont été tous payés jusqu'au dernier sou et que la balance due sur les subventions a été réduite à $458,483.58, ou de $193,988.71. Ces deux item réunis forment une somme de $564,163.06 de passif dont M. Marchand et l'honorable M. Parent ont débarrassé la province.

Et tout cela a été payé sans emprunter un seul sou, exclusivement à même les ressources en mains.

Diminution des taxes

Durant les cinq dernières années de leur administration, les conservateurs ont eu le bénéfice des taxes sur les hommes de profession, les licences de commerce et de manufactures ainsi que les mutations de propriétés. L'abolition de ces taxes, décrétée par une loi passée à la session de 1896, a privé le gouvernement libéral de ce revenu, qui avait donné à ses prédécesseurs $453,278.16 en 1893, $363,582.65 en 1894, $324,862.95 en 1895, $281,490.69 en 1896 et $88,758.50 en 1897, soit $1,516,972.95 pour les cinq ans, ou une moyenne de $303,657.63 par année. Ni M. Marchand ni M. Parent n'ont voulu faire revivre ces taxes, dont ils n'ont perçu que les arrérages—$44,020.79 en six ans, ou en moyenne $7,338.79 par année.

De ce chef, M. Marchand et surtout M. Parent ont donc DIMINUÉ LES TAXES DE $296,320.54 PAR ANNÉE !

Augmentation du revenu

Déduction faite des taxes mentionnées plus haut, le revenu ordinaire a produit $23,390,919.24 pour les six dernières années d'administration conservatrice et $27,036,608.33 pour les six années d'administration libérale, ce qui fait une augmentation de $3,645,689.09, ou une moyene de $607,614,80 par année.

C'est avec cette augmentation de revenus que les libéraux ont réussi à rétablir l'équilibre dans le budget et à faire face à tous les besoins du pays sans recourir aux emprunts ni à la taxe, et même en renonçant aux bénéfices de ces trois taxes, qu'ils n'ont pas voulu rétablir.

Toujours en faisant déduction de ces taxes, le revenu ordinaire de la province a été comme suit pour les six ans d'administration conservatrice et pour les six ans d'administration libérale :

Conservateurs			*Libéraux*		
1892	$ 3,494,117	60	1898	$ 4,202,032	41
1893	4,014,000	05	1899	4,241,270	82
1894	3,951,044	57	1900	4,500,906	94
1895	4,019,108	70	1901	4,744,671	87
1896	4,077,368	12	1902	4,600,818	51
1897	3,834,480	20	1903	4,746,204	78
	$23,390,910	24		$27,036,706	33

Moyenne annuelle sous les conservateurs... $3,898,486 55
Moyenne annuelle sous les libéraux 4,506,101 39

Augmentation par les libéraux..... ..... $ 607,614 84

Principales sources d'augmentation

L'augmentation du revenu s'est produite dans les recettes provenant de l'administration de la justice et les timbres, des taxes sur les corporations commerciales et les successions, des licences d'hôtels et de magasins et surtout dans les recettes provenant du département des terres. Les chiffres suivants font voir le produit de ces différentes sources de revenu durant les six années d'administration conservatrice et durant les six années d'administration libérale, respectivement.

Administration de la justice

1892	$ 246,555	09	1898	$ 308,971	97
1893	239,761	18	1899	331,268	10
1894	264,414	47	1900	332,857	93
1895	319,941	87	1901	310,668	32
1896	318,066	26	1902	319,914	82
1897	300,073	33	1903	393,899	49
	1,688,812	20		1,996,580	63

Moyenne annuelle sous les libéraux.........	$ 332,763 44
Moyenne annuelle sous les conservateurs..	281,468 70
Augmentation sous les libéraux......	$ 51,294 74

Taxes sur les corporations commerciales et les successions

1892	$ 137,937 88	1898	$ 357,767 66
1893	179,239 30	1899	460,621 67
1894	292,[illegible]7 96	1900	457,463 97
1895	323,541 66	1901	377,669 01
1896	312,009 19	1902	454,458 86
1897	363,845 75	1903	380,158 78
	1,609,051 70		2,488,189 91

Moyenne annuelle sous les libéraux.........	$ 414,689 98
Moyenne annuelle sous les conservateurs..	268,175 29
Augmentation sous les libéraux......	$ 146,514 69

Licences d'hôtels et de magasins

1892	$ 607,989 83	1898	$ 615,043 83
1893	672,757 90	1899	613,747 66
1894	636,052 34	1900	593,440 45
1895	605,918 78	1901	661,968 23
1896	663,087 46	1902	681,229 18
1897	586,176 42	1903	692,602 07
	3,771,982 23		3,858,031 42

Moyenne annuelle sous les libéraux..........	$ 643,005 23
Moyenne annuelle sous les conservateurs...	628,673 70
Augmentation sous les libéraux	$ 14,331 53

Terres de la Couronne

1892	684,006 98	1898	$1,087,042 52
1893	990,937 67	1899	1,043,245 67
1894	905,163 96	1900	1,299,371 73
1895	866,032 10	1901	1,465,003 07
1896	1,045,310 19	1902	1,291,111 75
1897	879,893 26	1903	1,455,486 46
	$5,371,314 16		$7,641,161 20

Moyenne annuelle sous les libéraux.........	$1,273,526 86
Moyenne annuelle sous les conservateurs...	895,219 02
Augmentation sous les libéraux.........	378,307 84

L'augmentation dans le revenu du ministère des terres est de 42.25 pour 100.

C'est à cette augmentation presque exclusivement qu'il faut attribuer le merveilleux succès des libéraux dans la réhabilitation financière de la province. L'hon. M. McCorkill disait à la dernière session, au cours de son exposé budgétaire :

" Il doit être clairement évident qu'un département dont le revenu excède de 30 pour cent le revenu total de toutes sources de notre province, doit être d'une importance réelle, et je vous assure que nul ne le constate mieux que le trésorier C'est certainement le département le plus occupé, le plus chargé de besogne et d'ennuis, et qui demande, pour être administré avec succès et profit. une grande habileté en affaires et un esprit de prévoyance de premier ordre."

L'œuvre et la gloire de l'hon. M. Parent

L'hon. M. Parent a toujours eu la direction du département des terres depuis l'avènement des libéraux au pouvoir en 1897 et c'est à lui que revient le mérite et l'honneur d'avoir accompli cette grande œuvre de la réhabilitation de la province.

Les détails qui suivent peuvent donner une idée de l'importance d'une direction énergique et habile au ministère des terres.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1903 le revenu de la province s'est élevé à $4,746,357.98. Cette somme se décompose comme suit :

Subside fédéral.........................	$ 1,281,603 17
Terres, mines et pêcheries.........	1,455,386 46
Autres revenus.........................	2,009,368 35
	4,746,357 98

Retranchant le subside fédéral, qui est un revenu fixe et sur lequel l'administration provinciale ne peut exercer aucun contrôle, il reste $3,464,754.81 de revenus sur lesquels l'action administrative peut se faire sentir. De ces $3,464,754.81 du revenus sujets à contrôle, le ministère des terres a fourni $1,455,386.46 ou plus de 42 pour 100.

Faisons le même calcul pour l'année 1897, la dernière du régime conservateur.

Subside fédéral.....................	$1,257,188.70
Terres, mines et pêcheries......	879,893.26
Autres revenus.....................	1,786,161 74
	3,923,238.70

Retranchez le subside fédéral et il reste pour le revenu sujet a contrôle une somme de $2,665,055.00, dans laquelle le revenu du ministère des terres, mines et pêcheries ne figure que pour $879,793.26, ou seulement 33 pour 100.

Nous verrons ailleurs ce que l'hon. M. Parent a fait pour assurer ce beau résultat, mais nous pouvons dire de suite que sous son habile et énergique direction, avant cinq ans le revenu du ministère des terres, mines et pêcheries se chiffrera dans les deux millions.

III

Augmentation des dépenses profitables

Les libéraux ont tenu à la lettre leur promesse d'augmenter les octrois pour l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique. Ces octrois sont de l'argent payé directement aux contribuables et dont ces derniers bénéficient directement.

Octrois à l'agriculture

Les sommes payées pour l'encouragement de l'agriculture sous l'un et l'autre régime sont ainsi indiquées dans les comptes publics.

1892	$ 142,764 69	1898	$ 202,476 97
1893	121,995 57	1899	182,334 72
1894	163 786 36	1900	198,909 60
1895	204,636 62	1901	204,466 72
1896	173,912 98	1902	221,608 69
1897	235,795 75	1903	238,412 04
	$1,042,891 97		$1,248,20 74

Pour une égale période de six ans, les libéraux ont donné $205,316.67 de plus pour l'encouragement de l'agriculture que les conservateurs, ce qui fait en moyenne $34,218.13 de plus par année, ou près de $1,000.00 pour chacun des comtés ruraux ou agricoles.

Pour qui les cultivateurs doivent-ils voter : pour les libéraux qui leur donnent $34,218.13 de plus par année, ou pour les conservateurs qui leur donnent $34,218.14 de moins ?

Pour trouver de quoi payer ces octrois moindres, les conservateurs étaient obligés de taxer et d'endetter la province ; pour payer les octrois augmentés de $34,318,13 par année, l'administration libérale de l'hon. M. Parent n'a ni taxé ni emprunté, mais a pris l'argent dans le revenu ordinaire, principalement dans le revenu du domaine public, que le premier ministre, avec cette habileté administrative qui le distingue, a su augmenter de plusieurs centaines de mille piastres par année.

Détails des augmentations

Cependant le résultant découlant de la comparaison de ces chiffres d'ensemble est loin de donner une idée complète du bien produit par ces octrois sous le régime libéral. La manière dont l'argent a été employé, bien plus encore que l'augmentation des octrois, a contribué à procurer aux cultivateurs des avantages beaucoup plus considérables.

Sous le régime à jamais bénit des castors, il y avait ce qu'on appelait la " machine agricole," qui faisait passer tout le bon grain dans le gousset des mignons et n'envoyait que la balle à ces pauvres cultivateurs. L'un des principaux engrenages de cette machine était le fameux

haras national, qui fournissait des étalons fourbus aux sociétés d'agriculture sous prétexte d'aider à l'amélioration de la race chevaline. Il a été payé $27,000 à ce soi-disant haras, dont les étalons ont fait tant de tort à l'amélioration de la race chevaline dans la province de Québec.

Il a été pareillement gaspillé $48,814.09 sous prétexte d'encourager la culture de la betterave à sucre, mais au fond pour favoriser les propriétaires d'une usine en déconfiture et qui s'est finalement transformée en une distellerie de gin.

A ceux désirant avoir des détails plus typiques sur le fonctionnement de la " machine agricole ", nous conseillons de lire les détails donnés sous la rubrique " Encouragement à l'agriculture en général ", aux pages 164, 165 et 166 des comptes publics pour 1894. Ils y verront la façon scandaleuse dont $8,500 destinées à la classe agricole ont été éparpillées pour la plus grande partie aux mignons du ministre Beaubien, l'un des coryphées du castorisme.

Etablissons maintenant la comparaison entre ce qui a été dépensé d'une manière profitable sous l'un et l'autre régime.

Cercles agricoles

1892	$	1898	$ 50,000 00
1893	....	1899	38,544 48
1894	25,000 00	1900	45,000 00
1895	40,000 00	1901	45,000 00
1896	30,000 00	1902	62,900 00
1897	57,348 92	1903	64,000 00
	$152,348 92		$305,444 48

Cet octroi a été doublé par les libéraux, qui augmenteront encore à mesure que les ressources à la disposition du gouvernement permettront de le faire.

Association de l'industrie laitière

1892	$ 1,500 00	1898	$ 10,000 00
1893	1,500 00	1899	10,967 00
1894	8,000 00	1900	13,000 00
1895	10,000 00	1901	16,100 00
1996	10,000 00	1902	18,000 00
1897	12,500 00	1903	8,000 00
	$ 43,500 00		$76,167 00

Encore un octroi presque doublé.

Encouragement à l'industrie laitière

1892	$ 9,500 00	1898	$13,800 00
1893	14,500 00	1899	9,970 00
1894	10,000 00	1900	11,000 00
18: 5	12,600 00	1901	19,800 00
1896	15,000 00	1902	22,000 00
1897	15,000 00	1903	34,000 00
	$76,600 00		$110,570 00

L'augmentation, comme on le voit, est de $33,970 pour les six ans, ce qui donne une moyenne de $5,653, ou 50 pour 100 par année.

Culture des arbres fruitiers

De 1892 à 1897. les conservateurs ont payé de ce chef $2,8 0. ou en moyenne $466.00 par année De 1897 à 1903, les libéraux ont payé $9,500. au taux moyen de $1,583.00 par année ; de $500 00, il ont porté cet octroi à $3,000 par année et ils l'augmenteront à mesure que l'état des finance le permettra.

Amélioration des chemins ruraux

En six ans, à même les millions provenant des emprunts et des taxes nouvelles, les castors et les conservateurs n ont donné que quatre mille piastres pour l'amé tion

des chemins à la campagne. Durant une égale période de six ans, les libéraux ont donné aux cultivateurs, pour les aider à améliorer leurs chemins, $59,109.97, ainsi qu'il suit : en 1898, $7,999.95 ; en 1899, $4,000 ; en 1900, $13,110.02 ; en 1901, $12,000 ; en 1902, $6,000 ; en 1903, $16,000.

Au lieu d'emprunter et de taxer, l'hon. M Parent s'applique à tirer plus de revenu du domaine public et il fait bénéficier les cultivateurs de ce surplus de revenu.

Augmentation des octrois pour la colonisation

Voici les chiffres que donnent les comptes publics pour ces octrois.

1892	$ 155,167 45	1898	$ 106,000 00
1893	81,100 00	1899	136 243 00
1894	79 077 65	1900	184,845 00
1895	86,000 00		139,390 00
1896	116,100 00	1902	112,540 00
1897	169,900 00	1903	110,500 00
	$ 687,345 10		$ 839,518 00

Comme on le voit par ce tableau, durant une égale période de six ans, les libéraux ont donné $152,172.90 de plus à la colonisation que ne l'avaient fait les conservateurs. Cette augmentation représente une moyenne annuelle de $25 095.48, ce qui donne plus de mille piastres pour chacun des comtés ou il se fait de la colonisation.

Comment les colons pourraient-ils raisonnablement refuser leurs concours à une administration qui a si sensiblement augmenté les octrois destinés à leur venir en aide ?

Augmentation des octrois pour l'instruction publique

M. Marchand avait promis d'augmenter ces octrois et les libéraux ont accompli cette promesse, ainsi que le font voir les tableaux suivants, indiquant année par année les sommes payées pour l'instruction publique :

1892	$ 387,210 00	1898	$ 418,760 00
1893	371,960 00	1899	375,143 28
1894	369,260 00	1900	438.758 37
18 5	371,260 00	1901	451,589 68
1896	370,260 00	1902	455,184 79
1897	394,260 00	1903	452,074 00
	$2,264,210 00		$2,591,510 12

Moyenne annuelle des octrois sous les libéraux.............. .... $431,918 54
Moyenne annuelle des octrois sous les conservateurs...... .... 377,368 38

Augmentation par les libéraux......... $58,550 01

Pour les six ans, la différence en faveur de l'administration libérale est de $327, 00.12.

Ajoutons que c'est principalement depuis que l'honorable M. Parent est premier ministre que cette augmentation des octrois pour l'instruction a été poussée avec le plus de vigueur. De $438,758.37 en 1900, ces octrois ont été portés à $452,074.00 en 1903 et $463,390.00 en 1904.

En comparant ce dernier chiffre à celui de la moyenne sous le régime conservateur, on trouve une différence, ou plutôt une augmentation de $86,021.67.

De quelle grâce les pères de familles qui bénéficient de ce surcroît d'aide pour l'instruction de leurs enfants pourraient-ils décemment voter contre le gouvernement qui leur procure ce précieux avantage ?

En sus de cela, le gouvernement libéral de l'hon. M. Parent a grossi dans la même proportion l'octroi pour les écoles des arts et métiers, si utiles aux artisans Durant les six années finissant le 30 juin 1897, les conservateurs n'ont donné à ces écoles que $61,873.35, soit une moyenne de $10,312.22 par année ; durant les six ans finissant le 30 juin 1903, les libéraux ont payé à ces mêmes écoles $79,871.53, soit au taux de $13,311.92 par année. Il y a donc une augmentation de $17,998.18 dans le total et de $2,999.70 dans la moyenne annuelle, ce qui prouve que l'hon. M. Parent n'oublie pas l'instruction technique des artisans.

IV

M. Parent paie les pots cassés par les conservateurs

Nous avons vu ailleurs que de 1892 à 1897 ces astors et les conservateurs ont passé une partie de leur temps à emprunter. L'intérêt sur ces emprunts, ainsi que n'importe qui peut le constater aux pages 71 et 72 des comptes publics de 1903, nous coûte $589,742 41 par année. Voici les détails :

Emprunt de Londres, de 1894.........	$101,226 66
Emprunt de Paris, de 1894...........	159,989 28
Emprunt de 1896.........................	11,686 00
Emprunt de 1897.........................	40,800 00
Emprunt pour la conversion.........	276,040 47
	$589,742 41

Voilà ce qu'il faut prendre chaque année sur le revenu de la province pour payer l'intérêt sur les emprunts et la dette contractés en cinq ans par les conservateurs qui promettaient au peuple, avant les élections de 1892, de ne pas lui imposer de nouveau fardeau et qui, par la bouche du trésorier Hall, déclaraient qu'il ne fallait pas emprunter, mais payer toutes nos dépenses à même le revenu.

C'est l'hon. M. Parent qui paie aujourd'hui les pots cassés par ces soi-disants sauveurs du peuple et qui, sans taxer, même sans trois ou quatre cent mille piastres de taxes abolies, mais dont ses prédécesseurs avaient le bénéfice, trouve moyen de faire face à tout cela à même le revenu et de mettre chaque année de côté un surplus raisonnable.

Si l'hon. M. Parent n'avait pas à réparer les désastres financiers causés par ses prédécesseurs, il aurait eu cinq ou six cent mille piastres de plus à donner pour les écoles, l'agriculture et la colonisation, en sus des octrois actuels, qu'il a sensiblement augmentés depuis qu'il est au pouvoir,

Cela peut donner une idée du dommage que les conservateurs ont fait à la province par leur manque de talents administratifs, leurs extravagances et leurs emprunts.

Autre bevue réparée

Le statut 55-56 Vict., chap 17, décrétant l'imposition de la taxe sur les successions, a été passé par les conservateurs, de même que toutes les autres lois imposant des taxes directes. Ce statut soumettait à la taxe les biens mobiliers détenus dans la province par des personnes résidant en dehors et mourant en dehors de la province. Les tribunaux ont décidé que le gouvernement n'avait pas droit de percevoir cette taxe sur les biens mobiliers de personnes résidant en dehors de la province et condamné le gouvernement à rembourser ce qui a été ainsi perçu. Pour corriger cette bevue et remettre les choses à point, le gouvernement Parent a fait passer par la législature le statut 3 Edouard VII, chap. 20, mais il n'en faut pas moins payer les pots cassés par les conservateurs et rembousser les taxes ainsi perçues à tort en vertu d'une loi inconstitutionnelle. Le gouvernement de M. Parent a déjà remboursé $56,776.16 le 30 juin 1904, et $3,991.87 au mois d'août.

C'est encore $60,768.03 pris sur le revenu pour payer les pots cassés et rembourser l'argent gaspillé par les conservateurs.

Le revenu diminué par le paiement de l'intérêt sur des vieilles dettes.

Lors de la confédération, en 1867, il fut laissé certains comptes à règler entre le gouvernement d'Ottawa et ceux des provinces de Québec et d'Ontario. Le règlement de ces affaires fut confié à des arbitres.

Au mois de juillet 1894, alors que les conservateurs étaient au pouvoir à Québec et Ottawa, les gouvernements de Québec et d'Ontario convinrent de payer au gouvernement fédéral l'intérêt à 4% par année, sur les sommes qui pourraient être déclarées dues au gouvernement fédéral par ces deux provinces, d'après les comptes courants tenus à Ottawa. D'après un état préparé par le ministère des finances à Ottawa et le bureau du trésor à Québec et basé sur le compte courant de la province de Québec, du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1902, et conformement aux diverses sentences rendues par les arbitres chargés de

décider toutes les affaires, la balance en faveur du gouvernement fédéral le 31 décembre 1902 s'élevait à $1,473,-609.63, tel qu'admise par toutes les parties intéressées.

Les conservateurs qui laissaient tout aller à la dérive, n'avaient jamais payé l'intérêt sur cette dette, laissant chaque année cet intérêt s'ajouter au capital. M. Parent, qui ne laisse rien traîner et voit à ce que toutes les affaires se règlent au jour le jour, a pris les moyens de faire régler celle-ci comme les autres et une fois le montant de la dette établi, il a régulièrement payé l'intérêt dû sur ce montant. Voici les paiements d'intérêt effectués de ce chef.

30 juin 1903	$ 29,472	19
janvier 1903	29,472	19
30 juin 1903	29 472	19
	$ 88,416	58

LA DIFFÉRENCE DANS LES SURPLUS

Malgré tout cela, l'hon M. Parent a réussi à solder ses budgets par des surplus de recettes sur les dépenses ; mais ces surplus auraient été plus considérables s'ils n'avaient pas été écornés par ces remboursements de taxes perçues illégament et ces paiements d'intérêts sur des vieilles dettes laissées à la traîne par les conservateurs.

La comparaison suivante fera mieux mieux voir la différence.

Le surplus de 1903, ainsi que nous l'avons déjà établi, a été de $43,728.10.

Durant cet exercice, il a été remboursé $56,776.16 de droits de succession illégalement perçus en vertu du statut passé par les conservateurs et il a été payé $29,-472.19 d'intérêt au gouvernement fédéral sur des dettes laissées à la traîne par les conservateurs, ce qui fait un total de $86,248.35. Sans ces paiements, le surplus aurait été augmenté d'autant et serait de $129,976.45, au lieu de $43,728.10.

Surplus de 1904

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1904, laissant de côté les subsides et autres paiements pour les chemins de fer, le surplus est de $108,864.33, ainsi qu'il suit :

Recettes	$4,995,876 07
Paiements	4.892,012 74
Surplus...............	$ 108,664 33

Durant cet exercice, il a été remboursé $3,991.87 de taxes perçues illégalement et payé $58,944.86 d'intérêt sur les dettes laissées à la traîne par les conservateurs, ce qui fait un total de $62,936.25. Si le gouvernement Parent n'avait eu à payer que ses propres dépenses, cette somme aurait été ajoutée au surplus, qui aurait atteint le chiffre respectable de $166,800.58.

V

LE COMPLÉMENT DE LA RÉABILITATION

L'œuvre accomplie depuis 1897, en moins de huit ans, est déjà immense, surpassant l'attente même des plus optimistes. Ce n'est pourtant que le commencement de cette transformation de la province que veut accomplir l'hon. M. Parent et qu'il accomplira certainement durant les cinq ans pour lesquels il demande à l'électorat de lui continuer le mandat de confiance qu'il a si fidèlement rempli jusqu'à présent.

Le nouveau-Québec

Par la législation de 1898, M. Parent a assuré à la province la propriété d'un territoire riche en ressources de toutes sortes, notamment en minéraux, en forêts, en pouvoirs d'eau et en terres arables. Pour vaquer au plus pressé, la réhabilitation des finances, l'hon. M. Parent n'a pu guère s'occuper du développement de ce nouveau territoire. D'ailleurs, il fallait construire un chemin de fer, au moins, pour rendre ce territoire accessible et la province n'avait pas les moyens d'assumer les frais d'une aussi dispendieuse entreprise, pas même de donner en argent l'aide qu'aurait demandée une compagnie pour se charger de cette entreprise.

Mais ce que le gouvernement libéral de Québec ne peut pas faire, le gouvernement libéral de Sir Wilfrid Laurier va le faire : la partie du Grand Tronc Pacifique que va construire le gouvernement fédéral traversera ce nouveau territoire, l'ouvrira à la colonisation ainsi qu'à l'industrie manufacturière et dès que ce riche territoire sera accessible, l'hon. M. Parent mettra en exploitation ces richesses forestières et minérales. Tout en donnant un puissant essor à la colonisation, l'exploitation de ces ressources ajoutera sensiblement à notre revenu provincial.

Augmentation du subside fédéral

L'hon M. Parent s'est occupé activement et énergiquement de cette question. Il a réuni à Québec une convention des representants de tous les gouvernements provinciaux du Dominion pour jeter les bases d'une action commune auprès du gouvernement du Canada. Les négociations se continuent et il y a lieu d'espérer qu'avant longtemps le subside fédéral sera augmenté de quatre ou cinq cent mille piastres par année, ce qui sera le couronnement de l'œuvre entreprise par l'hon M. Parent. Nous avons d'autant plus raison de compter sur le succès, que jusqu'à présent le chef du gouvernement de Québec a réussi dans tout ce qu'il a entrepris.

Le pont de Québec

Voici une entreprise dont l'hon. M. Parent a assuré le succès dès qu'il l'a prise en mains, apres cinquante ans de vains efforts par d'autres.

Le bien que fera ce pont à la ville et au district de Québec, n'est contesté par personne ; mais il est un autre point sur lequel il importe d'attirer l'attention, puisque c'est un point d'intérêt public pour toute la province.

Le nouveau transcontinental, ou le Grand Tronc Pacifique, qui va ouvrir au nord-ouest et au sud-est les parties encore inaccessibles de la province et la construction de cinq ou six cents milles de chemin de fer à travers la forêt et de bonnes terres arables, vont donner à la colonisation un élan dont il est à peine possible de concevoir les proportions. La province de Québec, plus que n'importe quelle autre province, va retirer des avantages immenses de la construction de ce chemin de fer. Or, sans ce pont, il

est permis de croire que le nouveau transcontinental serait arrêté à North Bay et n'aurait pas répandu ses bienfaits dans la province de Québec.

La province remboursée de son aide

La législature de Québec a voté une subvention de $250,000 à cette entreprise du pont Dans les arrangements intervenus avec le gouvernement fédéral l'hon. M Parent a fait insérer une clause stipulant que dans le cas où le gouvernement ferait l'acquisition du pont pour le faire entrer dans le Grand-Tronc Pacifique, il devra rembourser ces $250,000 à la province Comme on le voit, l'habile administrateur que nous avons à la tête de nos affaires a toujours l'œil aux intérêts qui lui sont confiés et ne manque pas de les protéger en temps opportun

Servons nos intérêts avant tout

L'œuvre de réhabilitation financière et de relèvement moral accomplie par l'hon. M. Parent, lui a acquis la confiance et les meilleures dispositions de Sir Wilfrid Laurier et de ses collègues dans le gouvernement d'Ottawa. S'il est un homme qui puisse régler avantageusement les affaires pendantes entre le Canada et la province de Québec, obtenir l'augmentation du subside fédéral, c'est incontestablement l'hon. M. Parent La principale objection qui a toujours été faite à cette augmentation de subside, c'est que le gouvernement local pourrait s'en servir pour se livrer à l'extravagance ; or avec l'hon. Parent à la tête de nos affaires provinciales, il n'y a pas de danger à appréhender de ce côté et sa prudence est garant du bon emploi de ce qui nous sera accordé sous forme d'augmentation de subside.

En jugeant par ce qu'il a déjà fait et par ce qu'il est encore en position de faire, il est dans l'intérêt de maintenir au poste de premier ministre, cet homme qui, par son travail ardu, sa prudence et son habileté administrative, a sorti la province du gachis administratif et du bourbier financier dans lequel elle était sur le point de périr.

Servons nos intérêts avant tout, en votant pour l'hon. M. Parent et ses candidats.

INDEX

PAGE

Le règne de la prospérité 3

I

Les promesses des conservateurs ....
Violation de ces promesses 3
Augmentation de la dette 4
Les déficits 5
Extravagance dans la dépense 6
Les taxes 6
Les emprunts 7
Autres obligations contractées 8
Augmentation dans le service de la dette 9
Abolition de taxes diminuant le revenu 10
Réduction dans le revenu des placements 11
Résume de ce gachis administratif 11
La situation de la province à l'arrivée des libéraux 11

II

Programme des libéraux 12
1. Restauration des finances 12
2. Plus de déficits--des surplus 13
Comparaison intéressante 13
Pas d'augmentation de la dette 14
Pas un sou d'emprunt 14
La dette en 1897 14
La conversion de la dette 15
Les résultats de la conversion 15
Montant de la dette sans la conversion 16
Rachat de la vieille dette 16
Diminution de la dette flottante 17
Diminution totale de la dette 18
Diminution du passif 18
Diminution des taxes 18
Augmentation du revenu 19
Principales sources d'augmentation 19
Administration de la justice 20
Taxes sur les corporations commerciales et les successions 20
Licences d'hôtels et de magasins 21
Terres de la Couronne 21
L'œuvre et la gloire de l'hon. M. Parent 21
22

III

PAGE

Augmentations des dépenses profitables.... 23
Octrois à l'agriculture.... 23
Détails des augmentations.... 24
Cercles agricoles.... 25
Association de l'industrie laitière.... 26
Culture des arbres fruitiers.... 26
Amélioration des chemins ruraux.... 26
Augmentation des octrois pour la colonisation.... 27
Augmentation des octrois pour l'instruction publique.... 27

IV

M. Parent paie les pots cassés par les conservateurs.... 29
Autre bévue réparée.... 30
Le revenu diminué par le paiement de l'intérêt sur des vieilles dettes.... 30
La différence dans les surplus.... 31
Surplus de 1904.... 32

V

Le complément de la réhabilitation.... 32
Le nouveau Québec.... 32
Augmentation du subside fédéral.... 33
Le pont de Québec.... 33
La province remboursée de son aide.... 34
Servons nos intérêts avant tout.... 34